

Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète

Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Comme le titre de notre avis l'indique, la manifestation qui, dans quelques semaines, viendra fêter les vingt ans de la conférence de 1992 sur l'environnement et le développement, est un rendez-vous majeur pour l'avenir de notre planète. Si il y a vingt ans déjà, la communauté internationale marquait sa prise de conscience des défis environnementaux auxquels elle devait faire face, force est de constater que vingt ans plus tard, peu d'entre eux ont réellement été relevés. Les enjeux de la conférence de Juin 2012 sont donc énormes : il s'agit aujourd'hui de prendre les mesures nécessaires, au plan international, pour préserver l'avenir même de notre planète, tout en veillant à soutenir le nécessaire développement des pays les moins avancés, dont la population vit encore aujourd'hui dans une situation inacceptable d'extrême pauvreté généralisée.

Aussi, notre groupe défend-il le choix posé par l'avis présenté ce jour, de placer la lutte contre la pauvreté au rang des toutes premières priorités. Pour notre groupe, il est évident que ce défi ne pourra être relevé sans mettre fin à l'opacité financière au plan international, et sans lutte efficace contre l'évasion fiscale. Rappelons en effet que chaque année, ce sont 125 milliards de dollars de recettes fiscales que les pays en développement perdent par les mécanismes bien connus d'évasion fiscale utilisés par les multinationales. Nous nous félicitons que l'avis mentionne ce point, même s'il aurait pu être plus précis tant dans les constats que dans les recommandations.

Par ailleurs, sous l'impulsion volontariste de la diplomatie brésilienne, la prochaine conférence des Nations unies sur le développement durable sera le premier sommet international réellement et concrètement ouvert à la société civile. Si l'impact des contributions de cette dernière ne peut encore être mesuré, nous saluons le choix affiché dans le présent avis de reconnaître l'importance de mobiliser les acteurs de la société civile. Car la transition vers une économie verte et équitable, reposant sur la transformation radicale de nos modes de production et de consommation, ne peut s'envisager sans la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société civile, au premier rang desquels les jeunes générations, dont les comportements auront, de fait, un impact considérable sur l'efficacité des décisions prises. Pourtant, beaucoup de chemin reste encore à parcourir pour que la société civile, de simple observateur, devienne un acteur de plein droit de ces échanges internationaux.

Les jeunes font partie des neuf groupes que les Nations unies ont considérés comme « groupes majeurs ». C'est un premier pas. Il faut maintenant leur permettre de devenir des protagonistes actifs des processus décisionnels, en permettant par exemple aux organisations de jeunesse du monde entier d'avoir accès à l'ensemble des documents de travail, de prendre la parole et d'exprimer leurs propositions et points de vue. Notre

groupe déplore par exemple que les organisations étudiantes et mouvements de jeunesse ne soient pas systématiquement intégrés dans les délégations françaises, au sein des acteurs de la société civile.

Pour finir, notre groupe est favorable à la proposition du CESE relative à la création d'une organisation mondiale de l'environnement, à la condition que celle-ci soit efficace et coordonnée avec les autres organisations telles que l'OIT ou l'OMC. Cette OME devra avoir un pouvoir d'initiative et de proposition, mais elle devra surtout avoir un pouvoir de contrôle et de sanction. Étant entendu que l'absence de contrainte demeure la principale lacune des systèmes multilatéraux actuels.

En conclusion, en accord tant avec les constats qu'avec les principales recommandations formulées par l'avis, le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté en faveur de l'avis.